

Bulletin bibliographique 100 Février - Mars 2017

Retraite

Niveau des retraites et niveaux de vie des retraités

De fortes disparités entre les pensions de retraite des non-salariés /SENGHOR Hady/TREGUIER Julie.

In : *Drees - Etudes et résultats*, 987, décembre 2016, 6 p.

Fin 2012, 3,1 millions de retraités, soit un retraité sur cinq environ, sont d'anciens non-salariés, affiliés aux régimes des agriculteurs, des professions libérales ou des artisans et commerçants. Parmi eux, huit sur dix sont polyensionnés et un sur deux a effectué plus de la moitié de sa carrière en tant que salarié, principalement au régime général. Leur pension de droit direct s'élève en moyenne à 1 169 € par mois, tous régimes confondus, contre 1 282 € pour l'ensemble des retraités. Les femmes anciennement non-salariées perçoivent une retraite inférieure de moitié (49%) à celle des hommes non-salariés.

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/de-fortes-disparites-entre-les-pensions-de-retraite-des-non-salaries>

Retraite

Projections

Projections démographiques : réunion du Conseil du 25/01/2017, documents de travail.

Paris : COR, 2017, non paginé.

Ce dossier du COR examine les nouvelles projections de l'Insee à l'horizon 2070. Le COR y analyse également l'influence des conditions de carrière professionnelle sur l'état de santé des retraités, l'espérance de vie sans incapacité, et plus particulièrement à la retraite.

<http://www.cor-retraites.fr/article480.html>

Retraite

Méthodologie

Comment réduire la sensibilité du système de retraite à la croissance ? - Actions critiques /GUEGANO Yves/MAIGNE Gautier.

In : *France stratégie - La note d'analyse*, janvier 2017, 4 p.

Les réformes conduites en France depuis trente ans ont permis de rétablir l'équilibre du système de retraite, malgré l'évolution du contexte démographique (allongement de l'espérance de vie et papy-boom). Mais le système reste vulnérable aux aléas de la croissance à moyen terme et il est plus sensible au niveau de la productivité du travail qu'à celui du chômage. Afin de le rendre plus robuste, trois options sont envisageables : piloter les ajustements au fil de l'eau, sous-indexer de manière pérenne les pensions par rapport aux salaires ou les réindexer sur les salaires après une phase transitoire de sous-indexation.

<http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/2017-2027-actions-critiques-retraite-web.pdf>

Les Effets des réformes des retraites : réunion du Conseil du 14/12/2016, documents de travail.

Paris : COR, 2016, non paginé.

Ce dossier du COR analyse les effets des réformes, tant du point de vue individuel, et en particulier de celui de l'équité intra comme intergénérationnelle, que du point de vue financier. Après une

présentation des réformes et accords intervenus depuis 1993 et une description des objectifs visés par le législateur, la première partie du dossier s'attache à examiner leurs effets, d'une part, sur le montant des pensions et l'âge de départ à la retraite, et d'autre part, sur l'équité au sein et entre les générations. Les effets financiers font l'objet de la deuxième partie du dossier.

<http://www.cor-retraites.fr/article479.html>

Le Financement du système de retraite français : colloque du 12/12/2016, documents de travail.

Paris : COR, 2016, non paginé.

Ce 14^{ème} colloque du COR a pour ambition d'éclairer le débat public sur le financement des retraites. La première partie analyse la diversité des ressources et les liens financiers entre les régimes de retraite, en particulier au regard des enjeux économiques et des choix de politique publique. La seconde partie précise les modalités de pilotage des réserves dans les régimes complémentaires en répartition et la façon dont la Cades gère la dette sociale, dont une partie provient du système de retraite.

<http://www.cor-retraites.fr/article476.html>

Les Réformes des retraites de 2010 à 2015 : une analyse détaillée de l'impact pour les affiliés et pour les régimes /DUC Cindy/MARTIN Henri/TREGUIER Julie.

In : *Les Dossiers de la Drees*, 9, décembre 2016, 232 p.

Cette étude propose, au travers de cinq grandes parties, d'analyser et de détailler les effets des réformes et modifications réglementaires entre 2010 et 2015. Ces mesures ont pour effet de réduire la durée de la retraite de deux ans en moyenne et de diminuer la pension cumulée sur le cycle de vie. Elles ont un impact en matière d'équité intergénérationnelle et sur les paramètres entrant dans le calcul de la pension par les différents régimes. Sous l'effet de ces mesures, le solde financier des principaux régimes s'améliore d'un montant correspondant à environ 1,3% du PIB en 2020.

<http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/dd9.pdf>

Retraite

Indicateurs de retraite

Report de l'âge de la retraite et taux d'emploi des seniors : le cas de la réforme des retraites de 2010 /DUBOIS Yves/KOUBI Malik.

In : *Insee Analyses*, 30, janvier 2017, 4 p.

Quatre réformes des retraites se sont succédées en France depuis le début des années 1990. Si le taux d'emploi des seniors a fortement augmenté à partir des années 2000, il est difficile de cerner la contribution de chacune des réformes à cet accroissement. La réforme de 2010 fait exception par son caractère rapide et contraignant : elle a augmenté de deux ans l'âge d'ouverture des droits, à raison de quatre puis cinq mois par an entre les générations 1951 et 1955. Le taux d'emploi à 60 ans a fortement augmenté, de 24 points pour les hommes et de 22 points pour les femmes. Mais il est à noter que le chômage s'est également accru : de 7 points pour les hommes et de 6 points pour les femmes.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2546882>

Retraite

Analyses juridiques

Egalité femmes-hommes /BONVALOT Carole/DAUPHIN Sandrine/FAGNANI Jeanne,...

In : *EN3S - Regards*, 50, décembre 2016, 203 p.

L'égalité hommes-femmes est devenue un objet d'attention dans les politiques publiques, notamment les politiques de protection sociale. Les inégalités existent tant dans le monde professionnel que dans les garanties offertes par la protection sociale. Des activités « du prendre soin » aux régimes de retraite en passant par la prise en compte de la structure familiale actuelle, le souci d'égalité n'est pas traité de la même manière dans les différents systèmes de protection sociale. Cette préoccupation d'égalité concerne le modèle social mais aussi l'organisation et le management de la Sécurité sociale : le nombre de dirigeants du service public demeure lui-même très masculin.

Retraite En Europe et dans le monde

Denmark - Danish government proposes mandatory pension savings (Le gouvernement danois propose un système d'épargne retraite obligatoire) /KVIST Jon.

In : [ESPN Flash report, 2016-66, septembre 2016, 2 p.](#)

Le gouvernement danois a présenté ses «propositions de réforme 2025» le 01/09/2016. L'une d'elles vise à rendre obligatoire une couverture de retraite financée par capitalisation aux personnes qui n'économisent pas suffisamment pour la vieillesse. Le gouvernement propose également d'améliorer les incitations à épargner pour la vieillesse au cours des cinq dernières années de travail.

<http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=16195&langId=en>

Finlande - Une organisation originale du système de retraite /VOKLEBER Cécile.

In : [Agirc/Arrco - Les cahiers de la retraite complémentaire, 26, 4^{ème} trimestre 2016, 2 p.](#)

L'Alliance des pensions finlandaise (Tela) représente les intérêts de la retraite légalement obligatoire, partiellement financée en capitalisation. Suvi-Anne Siimes, directrice générale de Tela, explique, dans cet entretien, quelques particularités de gestion du régime finlandais. En particulier, elle expose le rôle des partenaires sociaux, le mode de sélection des opérateurs dans le secteur privé et les outils mis à disposition des Finlandais pour exercer leur choix d'âge de départ en retraite.

<http://www.cahiers.laretraitecomplementaire.com/detail/actu/finlande-une-organisation-originale-du-systeme-de-retraite-195/>

Greece - The new Greek pension reform: improving governance and ensuring sustainability (La nouvelle réforme des retraites grecque : améliorer la gouvernance et assurer la soutenabilité) /THEODOROU LAKIS Menelaos/ZIOMAS Dimitris.

In : [ESPN Flash report, 2016-63, juillet 2016, 2 p.](#)

La réforme grecque des retraites de mai 2016 comprend l'intégration de tous les fonds d'assurance dans un seul organisme, le remplacement de la pension principale par une pension nationale et une pension contributive, l'instauration de règles uniformes et de droits de retraite égaux ainsi que des mesures de réduction des dépenses. Toutefois, des questions sont soulevées au sujet de l'adéquation des pensions.

<http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=16179&langId=en>

Iceland: New legislation reforming the public old-age pension system (Islande : une nouvelle loi réforme le système public de retraite) /OLAFSSON Stefan.

In : [ESPN Flash report, 2016-67, octobre 2016, 2 p.](#)

Le Parlement islandais a adopté une simplification majeure du système public de retraite, visant à remplacer trois types de prestations par une pension de vieillesse unique. Les mécanismes d'évaluation des ressources doivent également être simplifiés. Parallèlement, l'âge légal de la retraite augmente graduellement (de 67 à 70 ans) et le niveau des pensions sera significativement augmenté à brève échéance pour la majorité des retraités. La réforme entre en vigueur le 01/01/2017.

<http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=16456&langId=en>

Latvia: Pre-reform service record in the Latvian pension system contributes to old-age poverty in Latvia (Le mécanisme de conversion des droits acquis avant la réforme du système de retraite contribue à la pauvreté des personnes âgées en Lettonie) /RAJEVSKA Feliciana/RAJEVSKA Olga.

In : [ESPN Flash report, 2016-68, octobre 2016, 2 p.](#)

L'une des causes du risque de pauvreté pour le groupe d'âge de 65 ans et plus, en Lettonie, réside dans le mécanisme de conversion des droits dans le nouveau régime en comptes notionnels entré en vigueur avec la réforme des retraites de 1995. La formule du capital initial utilisée dans le calcul de la pension aboutit à des prestations inéquitables et contrastées, avec une part importante de très petites pensions de vieillesse. Aucune tentative de réformer fondamentalement ce mécanisme existant n'a été entreprise jusqu'à présent, mais des changements paramétriques ont eu lieu dans le passé et sont à nouveau nécessaires, de manière urgente.

<http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=16475&langId=en>

Building Long-Term Portfolio Benchmarks for Pension Funds in Emerging Economies (Établir des critères de référence pour les placements à long terme des fonds de pension dans les économies émergentes) /RUDOLPH Heinz/SABAT Jorge.

Washington D.C : La Banque mondiale (Policy Research Working Paper, 7784), 2016, 37 p.

Le passage d'un régime à prestations définies à un régime à cotisations définies a des répercussions importantes dans le domaine de l'affectation du portefeuille. Alors que les fonds de pension à prestations définies se concentrent essentiellement sur le long terme, certains fonds à cotisations définies pourraient être incités à investir dans des horizons à plus court terme. Le cas des fonds de pension ouverts, comme ceux qui existent en Amérique latine et en Europe centrale et orientale, montre que la concurrence sur les rendements à court terme peut amener les fonds de pension à adopter des stratégies de portefeuille sous-optimales. Ce document propose un cadre de réglementation des investissements basé sur l'allocation stratégique de l'actif qui peut s'appliquer aux fonds de pension ouverts. L'accent est mis sur trois points : un objectif de retraite bien défini, une saine gouvernance de l'indice de référence du portefeuille et une méthodologie pour développer l'indice de référence.

<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/24865/WPS7784.pdf?sequence=4&isAllowed=y>

Establishing an ETS: business plan for a European Tracking Service (Mettre en place un service de suivi des retraites à l'échelle européenne : plan d'action).

Bruxelles : Commission européenne, 2016, 46 p.

En mars 2015, le groupe-projet « Pistez et Tracez vos Retraites en Europe » (Track and Trace Your Pensions, TTYPE) a présenté son rapport final qui contenait une conception de haut niveau pour un service européen de suivi des retraites (ETS) et un ensemble de recommandations sur sa création. Le rapport a été reçu avec beaucoup d'enthousiasme et de reconnaissance tant du secteur européen de l'industrie des pensions que de la Commission européenne (CE). La réalisation effective d'un tel service pour les citoyens européens nécessitait toutefois de redoubler d'efforts pour créer les conditions propices à sa mise en place. C'est pourquoi, avec l'appui de la CE, la mission TTYPE a été étendue à l'élaboration d'un plan d'actions, objet du présent rapport. Il inclut le modèle d'organisation et de gouvernance du service, la feuille de route de la mise en œuvre, sa stratégie de communication et son plan financier.

<http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=16386&langId=en>

Grandparental Availability for Child Care and Maternal Employment: Pension Reform Evidence from Italy (Disponibilité des grands-parents pour la garde d'enfants et participation de la mère au marché du travail : le cas de la réforme des retraites italienne) /BRATTI Massimiliano/FRATTINI Tommaso/SCERVINI Francesco.

Bonn : Institute for the Study of Labor (IZA Discussion Paper, 9979), 2016, 43 p.

Les auteurs exploitent les changements induits par la réforme des retraites sur les conditions d'éligibilité afin d'évaluer le rôle des grands-parents dans la garde des enfants au regard de l'emploi des femmes qui ont des enfants de moins de 15 ans. Ils se concentrent sur l'Italie pour deux raisons : d'une part, le taux d'emploi féminin y est bas et l'offre formelle de garde d'enfants pauvre, d'autre part, le pays a vécu plusieurs réformes des retraites dans un laps de temps relativement court. Les femmes dont la propre mère remplit les conditions de départ en retraite ont une probabilité de 13% plus élevée d'être en emploi que les autres. Que les grands-pères maternels ou les grands-parents paternels puissent prétendre à la retraite n'a pas d'effet significatif sur la probabilité d'emploi des femmes. Mais les réformes des retraites, qui risquent de priver les ménages d'un mode de garde souple et peu coûteux, pourraient avoir des conséquences négatives non intentionnelles sur le taux d'emploi des femmes ayant des enfants.

<http://ftp.iza.org/dp9979.pdf>

OECD Pensions Outlook 2016 (Panorama des pensions 2016 de l'OCDE).

Paris : OCDE, 2016, 181 p.

Le vieillissement de la population et l'environnement économique difficile, caractérisé par des rendements faibles, une faible croissance et des taux d'intérêt bas, créent de graves problèmes pour les régimes de retraite, touchant à la fois les pensions publiques en répartition et les pensions en capitalisation. Cette nouvelle édition du panorama des pensions de l'OCDE se concentre sur :

- le passage de régimes à prestations définies à des régimes à cotisations définies ;

- les avantages fiscaux en faveur de l'épargne-retraite par rapport aux autres produits d'épargne ;
- les produits de rente et leurs garanties ;
- la conception des retraites et l'éducation financière : mesures visant à améliorer l'information financière en vue de la retraite ;
- la retraite des fonctionnaires : vers un système unifié avec le secteur privé.

Protection sociale Protection sociale complémentaire

Complémentaire santé : les charges réduites des organismes spécialisés bénéficient aux assurés /LEDUC Aude/MONTAUT Alexis.

In : Drees - Etudes et résultats, 992, janvier 2017, 6 p.

En 2013, plus de la moitié des personnes sont couvertes par un contrat de complémentaire santé souscrit auprès d'un organisme créé pour des populations ciblées. En individuel, les mutuelles d'entreprises ont les charges les plus faibles et un bon retour sur cotisation. En collectif, ce sont les institutions de prévoyance qui sont les mieux placées.

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/complementaire-sante-les-charges-reduites-des-organismes-specialises>

Prévoyance, réussir sa mise en place dans l'entreprise : questions / réponses.

In : Social pratique, Supplément 690, 10/12/2016, 55 p.

Destinée à compléter la couverture de base accordée par la sécurité sociale, la prévoyance s'applique en matière de maladie, de maternité, d'invalidité, de décès, d'accident du travail et de maladie professionnelle. Ce numéro détaille les obligations de l'employeur, les modes de mise en place, le rôle du comité d'entreprise, le choix de l'organisme assureur, les modifications et résiliation du contrat, la portabilité des droits, le régime social et fiscal des cotisations.

Protection sociale En Europe et dans le monde

Les Gardiens des droits sociaux en Europe : les recours nationaux et internationaux en cas de remise en cause des droits sociaux par l'Union européenne /SUPIOT Alain.

In : Lamy - Semaine sociale, 1746, 28/11/2016, 100 p.

Le dossier publié dans ce numéro spécial est issu d'un séminaire qui s'est tenu à la Fondation Hugot du Collège de France le 06/02/2015. Des hauts magistrats et des universitaires venus de nombreux pays d'Europe ont pu confronter leurs vues sur les voies de droit ouvertes face à la remise en cause des droits sociaux dans l'Union européenne. En effet, face à l'incapacité des institutions européennes de respecter les limites de leurs compétences et de faire respecter les droits sociaux fondamentaux, la question se pose de savoir « qui garde ces gardiens ». Les travaux du séminaire montrent qu'elle n'est pas sans réponse, et que les atteintes portées aux droits sociaux fondamentaux et à la démocratie ont été condamnées par diverses instances juridiques nationales, européennes ou internationales.

Marché du travail Evolution de la population active

Les Demandeurs d'emploi indemnisables par l'assurance chômage en 2014 /GRANGIER Juliette/ZAIEM Meryam.

In : Dares - Résultats, 70, décembre 2016, 8 p.

Au 30/09/2014, 51% des demandeurs d'emploi (soit 3 230 000 personnes) avaient un droit à l'indemnisation ouvert auprès de l'assurance chômage. Ils percevaient en moyenne une allocation de 1 029 euros bruts, un quart percevait moins de 629 euros et un autre quart plus de 1 177 euros.

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2016-070.pdf>

Les Effectifs cadres en France fin 2015.

In : *Apec - Les études de l'emploi cadre, 2016-47, octobre 2016, 15 p.*

Fin 2015, 2 975 200 salariés sont cadres en France, soit un salarié sur cinq. Et, près de deux cadres sur trois étaient en poste dans des activités de services. En dix ans, les fonctions informatique et études-R&D ont vu augmenter fortement leurs effectifs cadres, sous l'effet du développement des activités informatiques et de celles de l'ingénierie-R&D.

https://jd.apec.fr/files/live/mounts/media/medias_delia/documents_a_telecharger/etudes_apec/Les%20effectifs%20cadres%20en%20France%20fin%202015.pdf

Marché du travail Carrières et salaires

Les Salaires dans les régions en 2012 : peu d'écart en dehors de l'Île-de-France /GRAVEROL Pierre/LEFRANC Jérôme/TOUTLEMONDE Fabien.

In : *Insee Première, 1623, novembre 2016, 4 p.*

En Île-de-France, les salaires sont souvent plus élevés, car les postes de cadres sont très présents, ainsi que les grandes entreprises ou les activités financières, très rémunératrices. Le salaire horaire brut moyen francilien est supérieur de 28% au salaire moyen France entière. Les salaires des cadres sont deux fois plus élevés que ceux des employés. En 2012, le salaire horaire brut moyen des cadres s'élève ainsi à 34,5 euros, contre 13,7 euros pour les employés et 14,2 euros pour les ouvriers.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2508166>

Les Salaires par secteur et par branche professionnelle en 2014 : un regain de pouvoir d'achat des salaires dans l'industrie et les services /CHAMKHI Amine.

In : *Dares - Résultats, 5, janvier 2017, 8 p.*

En 2014, dans le secteur privé et les entreprises publiques, la rémunération brute mensuelle moyenne des salariés en équivalent temps plein (EQTP) s'est élevée à 2 957 euros et le salaire moyen net de tous prélèvements sociaux à 2 225 euros. Les salaires nets ont accéléré en 2014 (+1,0%, après +0,7%) dans la plupart des secteurs sauf dans la construction, où ils ont ralenti, et dans la cokéfaction raffinage, où ils ont reculé. Le pouvoir d'achat du salaire net moyen a renoué avec la croissance après deux années de recul (+0,5%). Plus l'entreprise est grande, plus les salaires nets moyens sont élevés et plus la dispersion des salaires est importante. Par secteur d'activité ou par branche professionnelle, l'éventail des salaires est d'autant plus ouvert que les salaires nets moyens sont élevés. L'écart de salaire net entre les femmes et les hommes baisse régulièrement depuis 2008.

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-dares-indicateurs-dares-resultats/article/les-salaires-par-secteur-et-par-branche-professionnelle-en-2014>

La Structure des rémunérations en 2014 : les éléments variables représentent en moyenne 19,2% de la rémunération /SANCHEZ Ruby.

In : *Dares - Résultats, 74, décembre 2016, 7 p.*

En 2014, dans les entreprises de 10 salariés ou plus du secteur privé, les éléments variables de la rémunération ont représenté en moyenne 19,2% de la rémunération brute totale. Les primes et compléments de salaire et les heures supplémentaires et complémentaires en constituent la majeure partie (14,7% de la rémunération brute totale). Les surcroûts de rémunération dus à l'épargne salariale et aux autres éléments les complètent à hauteur de 3,4% et 1,2%.

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2016-074.pdf>

Marché du travail En Europe et dans le monde

A lost generation? The financial crisis and the length of working life in Spain (Une génération perdue ? La crise financière et la durée de la vie active en Espagne) /BENAVIDES Fernando G./DUDEL Christian/LOPEZ GOMEZ Maria Andrée,...

Rostock : Max Planck Institute for Demographic Research (MPIDR Working Paper, 2016-010), 2016, 46 p.

De 2004 à 2013, la récession économique a eu un impact fort en Espagne sur l'espérance de vie professionnelle mais considérablement différent selon la catégorie professionnelle, le sexe et le groupe d'âge concerné. Les hommes qui travaillaient dans des emplois non manuels qualifiés ont été peu affectés, tandis que les travailleurs manuels non qualifiés ont perdu près de 14 ans. Les femmes ont été moins touchées que les hommes en comparaison. Enfin, les jeunes ont été touchés aussi durement ou plus durement que les travailleurs âgés.

<http://www.demogr.mpg.de/papers/working/wp-2016-010.pdf>

Démographie

Aspects démographiques et économiques du vieillissement

Les Sources de données sur les populations âgées en Europe : comparaison de l'enquête Génération et genre (GGS) et de l'enquête sur la santé, le vieillissement et la retraite (Share) /FOVERSKOV Else/GRUNDY Emily/KEENAN Katherine.

In : *Population*, 71-3, juillet-août 2016, 23 p.

Cet article compare les données sociodémographiques et de santé de la population âgée de 50 à 80 ans des enquêtes Share et GGS et analyse les relations entre variables sociodémographiques et niveaux de santé dans les deux enquêtes. Il y a plus de différences entre les enquêtes dans la relation santé/niveau d'éducation que dans la relation santé/statut conjugal.

Démographie

Bilan démographique en France

Bilan démographique 2016 : à nouveau en baisse, la fécondité atteint 1,93 enfant par femme en 2016 /BELLAMY Vanessa/BEAUMEL Catherine.

In : *Insee Première*, 1630, janvier 2017, 4 p.

Au 01/01/2017, la France compte 66 991 000 habitants. Au cours de l'année 2016, la population a augmenté de 265 000 personnes, soit une hausse de 0,4%. La baisse des naissances pour la deuxième année consécutive est à noter : 14 000 bébés de moins qu'en 2015, soit une fécondité en baisse avec 1,93 enfant par femme en 2016. En comparaison, les espérances de vie sont en hausse. En 2016, un homme de 60 ans peut espérer vivre encore 23,2 ans en moyenne, soit 0,1 an de plus qu'en 2014, tandis que l'espérance de vie à 60 ans des femmes est de 27,6 ans.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2554860>

L'Evolution démographique en France : baisse de la fécondité, augmentation de la mortalité /BARBIERI Magali/BRETON Didier/D'ALBIS Hippolyte,...

In : *Population*, 71-3, juillet-août 2016, 64 p.

Au 01/01/2016, la population de la France comptait 66,6 millions d'habitants, dont 2,1 millions dans les DOM. L'espérance de vie a reculé de manière significative : 0,3 an pour les hommes et 0,4 an pour les femmes.

https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/26075/popf3_2016_mazuyetal.fr.pdf